

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

18 mars 2016

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Le gouvernement vide la caisse

Lors de sa formation, le gouvernement Michel avait annoncé la fin de « l'amateurisme », avec lui, les choses allaient être bien gérées, les comptes seraient tenus rigoureusement et le budget de l'État serait entre de bonnes mains. Il n'a pas fallu longtemps pour que ces proclamations apparaissent pour ce qu'elles sont : des fanfaronnades.

La semaine dernière, à l'occasion du contrôle budgétaire, la presse a divulgué que le gouvernement avait un trou de 2,2 milliards d'euros dans le budget 2016. Le lendemain, le chiffre avait gonflé à trois milliards. Le yoyo a continué pendant plusieurs jours et les chiffres actuels seraient de l'ordre de 1,5 milliard d'euros de déficit. Un tel flou dans des chiffres aussi importants est impressionnant ! On est en droit de se demander ce que valent ces politiciens qui n'ont pas l'air capables de savoir à un milliard près quel est l'état des comptes...

On a surtout vu à cette occasion comment les chiffres pouvaient être manipulés pour faire apparaître ou disparaître des pans entiers du budget. Un coup, on enlève les dépenses liées à la sécurité, un autre, on ajoute les revenus de taxes qui n'existent pas encore, et ainsi de suite sans qu'on sache vraiment quand ça va s'arrêter.

La déclaration de la ministre du Budget, Sophie Wilmès, MR, est d'ailleurs édifiante : elle dit que, finalement, ce serait tout à fait envisageable de reporter le retour à l'équilibre budgétaire à 2019 au lieu de 2018, voire même encore plus tard. Comme quoi, « l'urgence » budgétaire n'est que de la fumisterie, mais une fumisterie qui a quand même servi à imposer le saut d'index, le blocage des salaires, l'augmentation de la TVA et le Tax Shift – autant de mesures qui pèsent sur la vie de millions de familles.

Quand le gouvernement veut apparaître comme un bon gestionnaire, il trafique les comptes dans le sens de réduire le déficit. Quand il veut faire un chantage pour justifier de nouvelles mesures d'austérité, il n'a qu'à aggraver les comptes. Ainsi, après le « trou de la sécu », voici le retour du « trou budgétaire », avec le nouveau train de mesures antisociales que cela risque de justifier, en tout cas aux yeux du gouvernement.

Les réactions dans ce sens n'ont d'ailleurs pas tardé : De Wever a redit qu'il fallait encore plus couper dans les dépenses de la sécurité sociale. Le VLD, Bart

Tommelein, en charge de la « fraude sociale » prétend que le déficit pourrait être réduit en généralisant le système des « flexi-jobs ». Ce système, autorisé depuis plusieurs mois dans le secteur de la restauration, permet aux patrons de prendre des travailleurs en 1/5^{ème} de temps avec des charges sociales réduites et faisant payer les heures supplémentaires par la sécurité sociale. Ce système est un esclavage moderne qui entérine le fait que les travailleurs n'ont plus assez avec un seul emploi pour joindre les deux bouts. Mais, surtout, il est tout à fait hypocrite de prétendre qu'il va remplir les caisses de l'État !

L'autre mesure immédiatement prise est une nouvelle « DLU » : ce système qui permet aux fraudeurs de rapatrier leur argent depuis les paradis fiscaux va être renouvelée une fois de plus, et même devenir permanent. Pas mal pour une amnistie fiscale qui était censée n'avoir lieu qu'une seule fois... en 2004 !

La troisième mesure annoncée est l'augmentation du prix du diesel.

Pas besoin de grands discours pour comprendre comment le gouvernement utilise le prétexte du trou budgétaire pour faire passer des mesures qu'il avait déjà en préparation et qui vont toutes dans le même sens : plus de cadeaux aux patrons et plus de sacrifices pour les travailleurs.

Il est prévisible qu'un budget basé sur la réduction des taxes payées par les patrons et les plus riches ne peut être qu'un panier percé. Et il est évident que ceux qui font ce genre de budgets le savent très bien mais qu'ils comptent encore et toujours faire payer l'ardoise par les couches populaires de la société.

La seule différence entre ce gouvernement et le précédent tient dans les discours, car dans les actes, c'est la même politique. Finalement, que les politiciens à la manœuvre soient des incompetents, des manipulateurs ou des escrocs n'y change rien.

Il n'y aura des comptes « justes » que quand les travailleurs y mettront leur nez. Il faudrait pour cela qu'ils imposent que soient rendus publics les comptes de l'État, des banques et des grandes entreprises. La population verrait alors comment la bourgeoisie pille toute la société et que, contrairement aux discours, les moyens existent afin de créer des emplois pour vivre dignement, alléger le travail et répondre aux besoins de la collectivité.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Voilà à quoi mène le clientélisme syndical !

Exacerbés par la concurrence syndicale dont ils sont eux-mêmes les moteurs, deux permanents syndicaux ont été les minables acteurs d'une altercation théâtrale dans les bureaux du patron à propos de la nomination d'un nouveau chef à la sécurité. Ces bureaucrates syndicaux méprisent les travailleurs et leurs intérêts tout occupés qu'ils sont à manœuvrer pour gagner les élections sociales de mai prochain sans développer le moindre programme de revendications. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes pour organiser l'unité et la mobilisation contre le patron.

Non mais allô ! Quoi ?

Lorsqu'il y a une interruption de la circulation du métro, les dispatchings bus et tram ne sont pas informés de l'évolution de la situation. C'est pourtant nécessaire notamment pour gérer les remplacements sur ligne en surface. Les diplômés de la direction n'y ont vu jusqu'à présent aucune matière à réflexion.

« C'est pas nous »

De nombreux escalators sont en panne dans les stations. La direction renvoie la responsabilité vers les sociétés sous-traitantes qui s'occupent du contrôle et de la maintenance. En réalité, elle n'est pas exigeante sur l'état du parc d'escalators et elle ne veut pas renoncer à la sous-traitance.

C'est quand le moment venu ?

Conformément au contrat de gestion, la STIB doit élaborer un plan « diversité » au niveau du personnel, notamment augmenter la proportion femmes/hommes. La direction explique que le comité « diversité » s'est réuni la dernière fois en... 2014. Les organisations syndicales demandent de recevoir les procès-verbaux des réunions de ce comité. La direction répond : « le moment venu, on fera état non seulement du résultat, mais aussi de tout le processus ». Cela en dit long sur le sérieux accordé à la question !

Dégueulasse !

Les managers reçoivent des formations « entretien d'absentéisme ». Une des techniques apprises est de culpabiliser le travailleur malade en lui expliquant l'impact de son absence sur la charge de travail des autres. C'est d'autant plus honteux que le patron mène volontairement une politique de sous-effectif permanent !

« Bien-être », mon ... !

La direction fait placer un nouveau modèle de siège USSC dans les bus. Le coussin d'assise est plus souple et provoque moins de douleurs. Pourquoi a-t-

on dû attendre si longtemps pour avoir des sièges plus convenables ? La direction cache les véritables motivations de ses choix. Mais une chose est sûre, notre confort n'est pas son premier critère !

La grève n'est pas une protestation symbolique

Les négociations entre les organisations syndicales et le patronat sur le droit de grève se sont terminées sans accord. Les syndicats ont maintenu leur refus d'interdire le blocage des routes et des voies de chemins de fer lors des grèves. Ce que recherchent les patrons par cette mesure, c'est restreindre la grève à une manifestation symbolique. Les syndicats ont aussi refusé la responsabilité juridique, porte ouverte à la répression des luttes, de même que la nomination d'une personne responsable. Le refus des syndicats est la moindre des choses, on ne voit d'ailleurs pas bien ce qu'ils avaient à négocier. Au moins, si le gouvernement légifère dans le sens du patronat, on n'aura pas baissé notre pantalon !

Un baratin qui coûte cher

En 2007, le gouvernement a libéralisé le prix du gaz et de l'électricité. La libéralisation des prix devait soi-disant faire baisser les prix grâce à la concurrence. Personne n'a jamais cru une telle calembredaine, même pas sans doute ceux qui l'ont professée. Et donc, voilà, aujourd'hui, il s'avère que le gaz a augmenté de 44% depuis 2007 et l'électricité de 12%. Mais on ne les entend pas dire qu'ils ont eu tort.

Le capitalisme, c'est le chômage

L'ONEM vient de publier une étude sur le chômage. En 1971, il y avait 71118 chômeurs, soit 1,2% de la population active. En 2014, il y en a 630806, ce qui fait 8,7% des travailleurs. Les chiffres sont en réalité bien plus élevés encore, car depuis, il est de coutume, afin de les rendre moins effrayants, de ne pas compter les temps partiels ou encore les travailleurs exclus des allocations ou en formation. Depuis des dizaines d'années, les conditions d'existence des travailleurs, partout dans le monde, régressent. Car ce système, basé sur le profit, est irrationnel et anarchique. Les politiciens pleurnichent après la croissance. Mais elle n'a jamais existé que lorsque des pays occidentaux pillaient les colonies ou reconstruisaient les destructions des deux guerres mondiales. Et bien évidemment, au profit d'une petite minorité de grands bourgeois. Alors oui, le capitalisme porte en lui le chômage, la misère et la guerre. Rien d'autre.